

ARRÊT DU CONSEIL D'ÉTAT DU ROI,

Qui commet M. de Flesselles, Conseiller d'État, au lieu & place de M. Lenoir, pour composer avec M." les Prévôt des Marchands & Lieutenant général de Police de la ville de Paris, & avec les deux Maîtres des Requêtes Commissaires, la Commission établie pour les Impositions de la ville de Paris.

Du 15 Juin 1786.

Extrait des Registres du Conseil d'État.

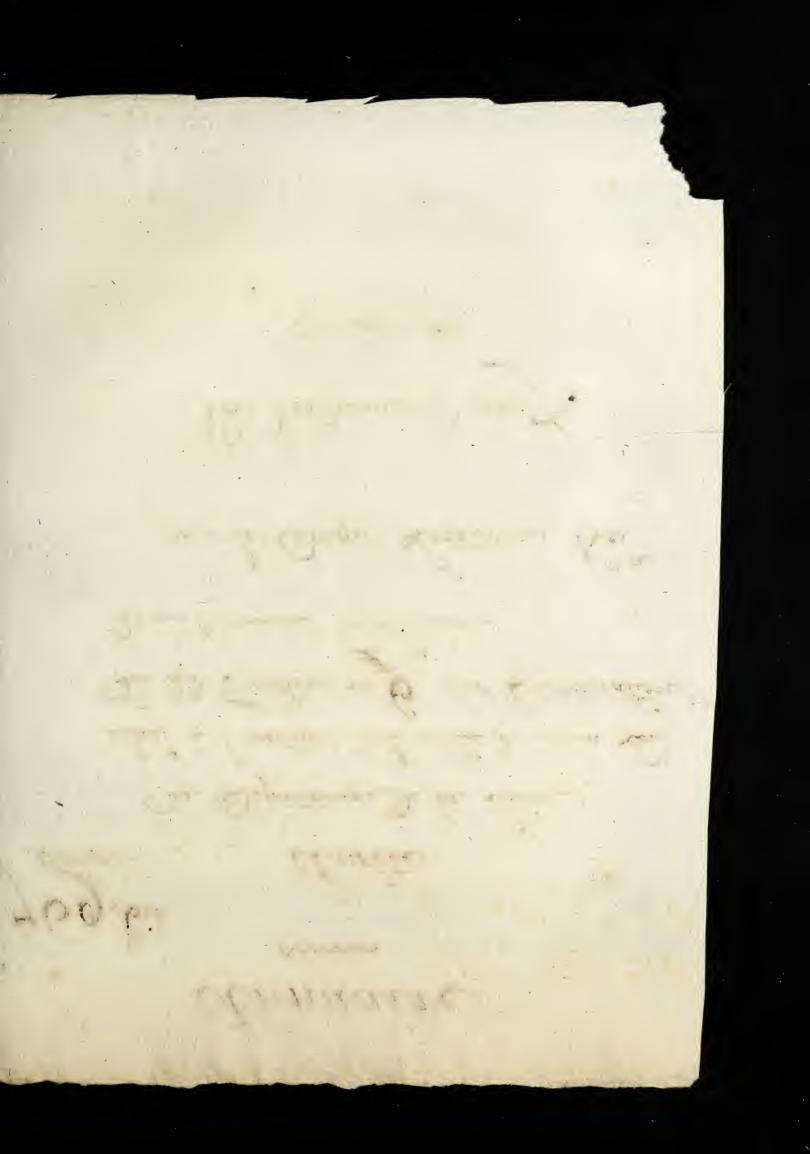
VU par le Roi, étant en son Conseil, l'arrêt rendu en icelui le 6 février dernier, par lequel Sa Majesté a ordonné que la Commission établie pour les Impositions de Paris, en exécution des arrêts de son Conseil des 13 novembre 1785, & 14 janvier 1786, seroit composée du sieur Lenoir, Conseiller d'État, des sieurs le Peletier, aussi Conseiller d'État, Prévôt des Marchands de la ville de Paris, & de Crosne, Maître des Requêtes honoraire, Lieutenant général de Police,

John Mc impo

& de leurs successeurs dans lesdites places de Prévôt des Marchands & Lieutenant général de Police, & des sieurs Huet d'Ambrun & de Granvelle, Maîtres des Requêtes; & le sieur Lenoir ayant très-humblement supplié Sa Majesté de lui permettre de remettre entre ses mains sa place dans ladite Commission des Impositions de Paris, attendu que les occupations que lui imposent les autres marques de confiance dont Sa Majesté l'a honoré, ne lui permettroient point de donner à la suite des affaires portées dans cette Commission, tout le temps nécessaire : Ouï le rapport du sieur de Calonne, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Contrôleur général des finances; LE ROI ÉTANT EN SON CONSEIL, a commis & commet au lieu & place du sieur Lenoir, Conseiller d'Etat, le sieur de Flesselles, aussi Conseiller d'État, pour composer avec les sieurs Prévôt des Marchands & Lieutenant général de Police de la ville de Paris, & avec les deux Maîtres des Requêtes Commissaires, la Commission établie pour les Impositions de ladite ville de Paris, par les arrêts du Conseil des 13 novembre 1785 & 14 janvier 1786. Ordonne Sa Majesté que ledit sieur de Flesselles prendra sa place entre les Magistrats composant ladite Commission, en sa qualité de Conseiller d'État & suivant son rang d'ancienneté.

FAIT au Conseil d'État du Roi, Sa Majesté y étant, tenu à Versailles le quinze juin mil sept cent quatre-vingt-six.

Signé LE B. ON DE BRETEÜIL.



12 y envennaine an pour les Conges, Locations, De Edatif a l'enecution de l'acticle 8 de la Loi. Du Departemens De La Serre . 8.3. 607 arrete Mondane